

Denis Sellem, chasseur de destins

Depuis dix ans, il part sur les traces de ces Français retenus derrière le rideau de fer en 1945 après avoir été libérés des camps nazis par les troupes soviétiques.

Cet homme-là n'est ni un historien ni un détective. Disons plutôt un chasseur de destins. Il consacre sa vie à reconstituer celles des autres. Donnez-lui une date, un document, il y verra les indices d'une énigme. Présentez-lui un nom, une photo, il en fera des pièces à conviction.

Denis Sellem, président de l'Association Edouard Kalifat de recherches humanitaires, est ainsi constitué, à 56 ans, qu'un rien lui suffit pour aller de l'avant, fouiller, fouiner, ferrailer contre le temps et l'oubli. Curieux de tout, obstiné au possible, il appelle cela *"tirer sur les fils de la pelote"*. Souvent, l'histoire est au bout. Et quelle histoire! Celle de l'URSS des années 1940 à 1970, au plus fort de la guerre froide. Des Français y sont morts. D'autres y ont vécu. M. Sellem les cherche. Et, parfois, les retrouve...

Pour comprendre sa démarche! en mesurer aussi les limites, il faut se souvenir qu'en 1945 les troupes soviétiques avaient largement participé à la libération des camps nazis d'Europe orientale. Une fois secourus par l'armée rouge, la plupart des rescapés - juifs! travailleurs contraints du "STO"! soldats! résistants... - durent transiter par l'URSS avant de regagner leur pays. L'écrivain italien Primo Lévi a longuement raconté cette odyssée dans son ouvrage *La Trêve*.

Mais d'autres étrangers, parmi lesquels des Français, eurent moins de chance. Victimes des tensions Est-Ouest et de la pagaille d'après-guerre, ils furent retenus derrière le rideau de fer. Staline souhaitait-il disposer d'une "monnaie d'échange" contre ses nombreux compatriotes tentés par l'exil en Occident? Dans son livre *Déportation et génocide*, entre *la mémoire* et *l'oubli*, récemment réédité par Hachette "Littératures", l'historienne Annette Wieviorka évoque cette hypothèse et rappelle le

contexte de l'époque: *"Les autorités soviétiques ne permettent pas aux très rares représentants de la France de les [les Français] localiser, les dénombrer, les identifier. Elles ne sont guère pressées, en outre, de signer un accord de rapatriement"*

Les historiens se gardent de toute évaluation, mais plusieurs centaines de personnes seraient ainsi restées bloqués à l'Est. Sans oublier 12 000 "malgré-nous", ces jeunes Alsaciens et Lorrains enrôlés de force dans l'armée allemande ou la Waffen SS, et considérés, aujourd'hui encore, comme "disparus".

C'est à ces gens-là, dont Moscou a longtemps nié l'existence, que M. Sellem, par ailleurs conseiller en organisation des entreprises, se consacre, à titre bénévole. Une telle quête a *"quelque chose d'insensé"*, il en convient volontiers. De son propre aveu, il faut être *"un peu toqué"* pour entreprendre ainsi de *"combler les béances de l'histoire"*. Car le temps a fait son œuvre: l'URSS a vécu, le communisme aussi, et les destins d'exilés, si tragiques soient-ils, ont fini par se diluer dans les tumultes d'un siècle déjà lointain. Qu'attendre de plus, en 2003 ? L'essentiel, justement : la vérité. A en croire Denis Sellem, elle se trouve là-bas, à l'Est. Et même si la plupart des naufragés de la guerre froide sont sans doute morts depuis des dizaines d'années, la reconstitution de leurs parcours est devenue la grande affaire de sa vie.

"C'est une marotte, une passion", confesse-t-il, avant de rappeler que tout a commencé par une fracture intime, en 1990. *"A l'époque, se souvient-il, j'étais éducateur spécialisé auprès d'adolescents en difficulté. Je venais de démissionner du poste que j'occupais dans un centre de prévention à Epinay-sur-Seine. Pour tout dire, je traversais une crise profonde, tant professionnelle que personnelle, le genre de période qui conduit à se demander d'où l'on vient et qui l'on est. Du coup, tout en m'orientant vers une activité de consultant en organisation des entreprises, je me*

suis intéressé au passé de ma famille."

Le tableau est riche: les figures ne manquent pas, surtout du côté maternel. Citons d'abord le grand-père, Judas Kalifat, juif d'Algérie et patriote convaincu, exécuté par des Waffen SS en mars 1943 alors qu'il se cachait près de Périgueux. Une avenue porte son nom à Tremblay-en-France, une commune du Val-d'Oise où il fut postier et conseiller municipal (PCF). Deux de ses fils, Maurice et Sylvain, ont été résistants. Un autre, Gilbert, a survécu à l'enfer des camps de Treblinka et de Dachau. Reste le cas d'Edouard, ouvrier chez Renault, déporté en février 1943, à l'âge de 20 ans. *"On m'a toujours dit qu'il était mort à Auschwitz"*, indique M. Sellem, *mais ma grand-mère n'y croyait pas. Quand j'allais la voir, dans son studio de Malakoff, elle me répétait: "Edouard est chez les Russes, j'en suis persuadée, il a dû perdre la mémoire." Le sujet était douloureux, elle seule l'évoquait."*

En 1992, Denis Sellem se rend au Centre de documentation juive contemporaine, à Paris, et il en vient, un peu par hasard, à consulter des photos prises par les Soviétiques à leur arrivée à Auschwitz, en janvier 1945. Parmi les rescapés, debout derrière des barbelés, il croit reconnaître son oncle. De fait, la ressemblance est troublante. Un ami journaliste confie alors le cliché à des experts de la police technique et scientifique. Selon eux, il est *"tout à fait probable"* que ce soit effectivement Edouard Kalifat. Amaigri, éprouvé, mais vivant à la date de ce cliché. *"Je me suis dit que ma grand-mère avait peut-être raison"*, précise M. Sellem.

Dès lors, ce passionné d'histoire et de Victor Hugo n'aura de cesse d'enquêter. En janvier 1994, il fonde une association portant le nom de cet oncle qu'il n'a jamais connu. Dix mois plus tard, grâce au soutien financier d'un ami avocat, il part pour la Russie et l'Ukraine. Il y restera quatre mois, le temps de faire connaissance de sa future épouse, interprète de profession, et d'engranger divers indices. A Odessa, le grand port

ukrainien de la mer Noire, les officiels se montrent pourtant peu coopératifs, niant que des Français aient séjourné autrefois en ville. Rien de surprenant dans un pays où le passé tarde à livrer ses secrets.

Heureusement, la population a davantage de mémoire. D'anciennes infirmières confirment ainsi la présence de "nombreux Français", à la même époque, dans les hôpitaux militaires. "Nous n'avions pas le droit de leur parler; il ne fallait pas évoquer ces choses-là", racontera l'une d'elles, qui n'a cependant pas souvenir d'un dénommé Edouard. "N'oublions pas, poursuit M. Sellem, que c'était la guerre froide entre le bloc communiste et les pays capitalistes. Tout le monde se méfiait de ces Occidentaux." Selon un autre témoin, certains étrangers, exécutés à la prison d'Odessa, auraient été enterrés, en 1944 et 1945, au cimetière roumain et international, voisin d'une usine de phosphate. Les pierres tombales existent toujours, mais ne portent aucun nom, juste des numéros. "J'ai la conviction qu'il n'y a pas que des criminels de guerre dans ce cimetière, insiste M. Sellem. Mais les autorités n'ont jamais donné suite à nos demandes de fouilles."

Reste à savoir s'il est encore possible, malgré tout, de retrouver la trace de quelques Français. M. Sellem multiplie les appels à témoins, entre en relation avec diverses associations locales. "Des toqués comme moi, vous en avez des centaines en ex-URSS! Ils essaient notamment d'identifier les corps des soldats retrouvés lors de fouilles ou de travaux." Il intrigue les médias ce drôle de Parisien qui porte toujours un nœud papillon et court le pays ses dossiers sous le bras, montrant et remontrant de vieilles photos de disparus : Jean-Marie Blondeau, Maurice Hamburger... "J'ai attendu ainsi six semaines, raconte-t-il, jusqu'au jour où, après une émission de télévision, une femme m'a téléphoné à Kiev. Elle disait connaître un Lorrain, Jean Munsch, apeuré à l'idée de sortir de l'ombre. Quand j'ai fini par avoir ce monsieur au téléphone, il m'a juste dit: "Je vous en supplie, venez", avant de défaillir, sous le coup de l'émotion. Quelques jours plus tard, nous nous sommes rendus chez lui, ma future femme et moi. Il habitait à 180 kilomètres d'Odessa dans une mesure au sol de terre battue. Jean avait une famille, deux filles et deux petits-

enfants. Il se souvenait des chansons de Maurice Chevalier!"

Jean Munsch, né le 28 août 1922, n'avait pas été détenu dans les camps nazis. C'est ailleurs, dans une usine de Haute-Silésie, que sa vie avait basculé. Il y travaillait dans le cadre du STO, à fabriquer des patins de chars allemands, quand il a connu son épouse, une Soviétique. A l'issue de la guerre, celle-ci l'a convié à la suivre en Ukraine. Puis le rideau de fer est tombé, interdisant tout retour en France. "Jean a passé un an au Goulag après avoir été accusé d'un vol de sucre lors de la famine de 1946, précise M. Sellem. En 1952, ses papiers ont été confisqués. Comme les autres étrangers, il avait un statut d'apatride. Un jour, dans les années 1960, des marins français l'ont invité à monter à bord de leur bateau, dans le port d'Odessa, mais la peur des repréailles l'a poussé à rester. Il a travaillé comme homme d'entretien dans un théâtre. Quand nous l'avons retrouvé, ses deux rêves étaient de savourer une fois encore la bière de Champigneulle, sa ville natale, et d'être enterré près de sa mère, à Jézainville. En 1997, il a pu se rendre en France dans une ambulance affrétée par la Croix-Rouge. (Le Monde du 13 mai 1997). Par la suite, il est revenu à plusieurs reprises; la dernière fois en 2000, l'année de son décès."

Jean Munsch n'est pas un cas isolé; M. Sellem en est persuadé. La preuve: en 1999, un autre Français oublié se manifeste auprès du consulat de France à Saint-Pétersbourg : Gaston Thivet, fils d'un cheminot de Pont Cardinet (Paris-17e). Lui aussi a connu le STO, le chaos de 1945 et un mariage avec une Ukrainienne. Et s'il parle couramment le russe, c'est avec l'accent du "Paname" de son enfance, du côté de la porte de Saint-Ouen. Quand la télévision locale vient l'interroger chez son fils, il entonne volontiers le refrain de Joséphine Baker: "j'ai deux amours, mon pays et Paris..."

Au fil de ses séjours en ex-URSS - "au moins un par an depuis 1994" -, Denis Sellem tente de reconstruire d'autres parcours. Par exemple, ceux des résistants Jean Thiran et Marie-Louise Charbonnel, déportés en 1943 et 1944, et aperçus il y a bien longtemps en territoire soviétique. Les relations privilégiées nouées avec certains de ses interlocuteurs russes lui ouvrent des portes insoupçonnées,

notamment au Musée médical militaire de Saint-Pétersbourg. C'est là, en 1999, qu'il découvre un trésor inestimable : les archives de tous les hôpitaux militaires du pays depuis la période tsariste. Des fiches, des dossiers, des notes manuscrites ou dactylographiées, en russe bien sûr... Au total, soixante millions de documents, dont certains concernent les étrangers passés par Odessa à partir de 1945 !

Commence alors, pour l'association, un long travail de négociation. Avec l'appui du consulat, l'objectif est de convaincre les Russes de recopier puis de céder tout ou partie des fiches se rapportant à des Français. M. Sellem en obtiendra mille, payées ("en toute transparence") 7 euros l'unité. Deux ministères, les affaires étrangères et la défense, lui apportent leur soutien et travaillent depuis près de deux ans à l'exploitation de ces documents. Yvon Roe d'Albert, directeur des archives diplomatiques au Quai d'Orsay, salue sa persévérance: "Dans un milieu où les démarches officielles sont souvent longues et difficiles, M. Sellem a su établir des liens personnels qui lui ont permis d'obtenir des résultats rapides. Nous voulons l'aider au maximum, sans pour autant l'encadrer." L'association espère désormais acquérir d'autres dossiers. "Deux mille fiches nous attendent à Saint-Pétersbourg, nous irons en chercher une partie au printemps", annonce M. Sellem.

Le nom d'Edouard Kalifat figure-t-il dans ces dossiers? Un retraité du KGB, rencontré en 1997 à Odessa, assure en tout cas l'avoir connu; il évoque même sa capacité à jouer les acrobates en marchant sur les mains, un détail biographique que seuls ses proches pouvaient connaître. Est-il mort au Goulag comme tant d'autres étrangers? "D'après ce qu'on m'a dit, conclut Denis Sellem, il est arrivé un moment où la présence de ces Occidentaux a fini par déranger. Dans les années 1960, ils auraient été transférés vers l'Oural ou la Volga." Là encore, seules les archives de l'époque, en particulier celles du KGB, permettraient d'en savoir davantage, mais elles se font désirer. "Tôt ou tard, tout cela s'ouvrira, assure néanmoins notre chasseur de destins. En attendant, il continuera à "tirer les fils de la pelote".

Philippe Broussard

ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 04.02.03